

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article1048>

La Grande Bretagne & la traque de l'Euros™argent de la traite nÃ©griÃ“re

- Dossier spÃ©cial LKP - Parti-pris-&-cris... -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 12 aoÃ»t 2009

Mis Ã jour le : mercredi 12 aoÃ»t 2009

AprÃ¨s les USA, la question de l'esclavage et des nÃ©cessaires rÃ©parations agite la Grande Bretagne. En juin dernier un article du Financial Times avait rÃ©vÃ©lÃ© que les [fondateurs de Rothschild et de Freshfields Ã©taient liÃ©s Ã l'esclavage](#). Aujourd'hui, c'est au tour du gouvernement britannique d'allouer Ã une universitÃ© londonienne la somme de 600 000 Â£ pour connaître les différents bÃ©nÃ©ficiaires de la traite nÃ©griÃ®re. Mais doit-on, s'interroge l'article du [Jamaica-gleaner](#), pour autant s'en fÃ©liciter ? De JamaÃ§que, des universitaires & politiques caraibÃ©ens y apportent des Ã©lÃ©ments de rÃ©ponse...

L'article donc en anglais suivi de sa traduction franÃ§aise :

[Britain to track slave trade money](#)

Published : Sunday | August 2, 2009

THE BRITISH government has earmarked over Â£600,000 for the University College, London (UCL), to carry out an in-depth study to measure how monies accrued from the slave trade were spent.

The study will look into those British companies and institutions established from the profits of slavery.

The government has said that the study should highlight how the owners were involved and how they contributed to the provision of social services.

Encouraging development

University of the West Indies (UWI) professor of history, Verene Shepherd, has hailed the development as encouraging.

"This major project has the potential to add strong support to the reparation movement," Shepherd said.

She added : "It will place the matter of culpability for African enslavement - that great crime against humanity - squarely on the table and will allow an unambiguous naming of those who benefited from the labour and productive skills of enslaved Africans in the Caribbean."

Meanwhile, another UWI professor, Barry Chevannes, who is chairman of the National Commission on Reparations, told The Sunday Gleaner that he was looking forward to the research.

"It is an exciting piece of research. It is the kind of study which will certainly enrich the work of the commission and something that we will be very interested in," Chevannes told The Sunday Gleaner.

But Government minister Mike Henry, a champion in the fight for reparation, is not salivating at

the grant by the British government to research the beneficiaries of the slave trade.

"It is a sleight-of-hand approach," Henry told The Sunday Gleaner.

"They already know who are the beneficiaries of the slave trade. They have enough material to show who benefited. This money should go towards paying the descendants of the slaves, rather than studying to escape the responsibility, or to reduce what they must be asked to pay," Henry added.

Henry said that up to last week, he discussed the matter with an international lawyer and he intended to pursue the issue of slavery and reparation at the International Court of Justice.

La Grande-Bretagne veut traquer l'Euros"argent de la traite des esclaves

Le gouvernement britannique a allouÃ© plus de Â£ 600,000 à l'University College London (UCL), pour la rÃ©alisation d'une Ã©tude approfondie destinÃ©e à déterminer comment les sommes provenant de la traite nÃ©griÃ"re ont Ã©tÃ© dÃ©pensÃ©es.

L'Ã©tude se penchera sur les entreprises britanniques et les institutions constituÃ©es à partir des profits de l'esclavage.

Le gouvernement a affirmÃ© que l'Ã©tude devrait mettre en lumière la faÃ§on dont les propriÃ©taires ont Ã©tÃ© impliquÃ©s et la faÃ§on dont ils ont contribuÃ© à la crÃ©ation d'Euros"institutions sociales.

Une Ã©volution encourageante

Professeur d'histoire à l'Euros"University of the West Indies (UWI), Mme Verene Shepherd a salué cette Ã©volution comme quelque chose d'Euros"encourageant.

« Ce projet majeur a la possibilitÃ© d'apporter une aide solide au mouvement des rÃ©parations », a dit Mme Shepherd.

Elle a ajoutÃ© : "Il pose carrÃ©ment la question de la culpabilitÃ© pour l'esclavage africain - ce grand crime contre l'humanitÃ© - et permettra de dÃ©signer de maniÃ"re non Ã©quivoque ceux qui ont bÃ©nÃ©ficiÃ© de la main-d'Ã"uvre et des compÃ©tences productives des Africains rÃ©duits en esclavage dans les CaraÃ¯bes.

Dans le mÃªme temps, un autre professeur de l'University of the West Indies, Barry Chevannes, prÃ©sident de la Commission nationale sur les rÃ©parations, a dÃ©clarÃ© au Sunday Gleaner qu'il attendait avec impatience (les rÃ©sultats de) l'Euros"Ã©tude.

"C'est un travail de recherche enthousiasmant. C'est le genre d'Ã©tude qui va certainement enrichir les travaux de la commission et quelque chose à laquelle nous serons vivement intÃ©ressÃ©s", a dÃ©clarÃ© B. Chevannes au Sunday Gleaner.

La Grande Bretagne & la traque de l'Euros&argent de la traite nÃ©griÃ“re

Mais, le ministre du gouvernement, Mike Henry - un chantre de la lutte pour les réparations, ne saute pas de joie à l'Euros" idé d'Euros" une allocation versée par le gouvernement britannique pour rechercher les bénificiaires de la traite négrière.

"Cette maniÃ“re de procÃ©der est un tour de passe-passe", a déclaré M. Henry au Sunday Gleaner.

"Ils savent déjà qui sont les bénéficiaires de la traite des esclaves. Ils ont suffisamment d'Euros" à dépenses pour établir qui en a bénéficié. Cet argent devrait servir à payer les descendants des esclaves, plutôt que des études pour fuir leur responsabilité, ou pour réduire le montant de ce qu'ils doivent à être invités à payer ", a-t-il ajouté.

M. Henry a affirmé avoir jusqu'à Euros" à la semaine dernière discuté du sujet avec un avocat et avoir l'intention de soumettre la question de l'esclavage et de la réparation à la Cour Internationale de Justice.

Source : [Jamaica Gleaner News](#)

Publication originale : Dimanche 2 août 2009

Traduction : Jozef & Ibuka

Post-scriptum :

Dans les colonies de Guadeloupe & Martinique en revanche, les héritiers des esclavagistes revendiquent pour leur part fièrement l'héritage colonial et ce passage esclavagiste : C'est Hervé Damoiseau qui invite les nègres de Guadeloupe à retourner au Sénégal ; c'est Hugues Despointes qui fait l'éloge de la pureté sanguine du blanc créole ; c'est Roger de Jaham, autre chantre de la vraie créoolité, qui organise la liquidation mafieuse de ses entreprises durant la grève du LKP ; c'est Christian Vivies qui menace les élus refusant la diabolisation des militants guadeloupéens et la criminalisation de l'action syndicale ; c'est Dormoy, qui détient probablement le record des accidents mortels du travail sur ses plantations ; c'est Audebert qui refuse toute élection professionnelle dans son entreprise ; c'est Marsolle qui, faute de fouet entend dresser à coups de crosse de fusil un décret syndical ; c'est Edouard Boulogne qui invite incidemment à briser Elie Domota ; c'est Arnaud de Lavigne qui tente 12 mois durant d'affamer les salariés grévistes de la SGPY DANONE. C'est en un mot l'ensemble des représentants de cette caste consanguine et viscéralement esclavagiste qui suce encore et toujours le sang des guadeloupéens...

De France c'est un état colonial, raciste & négationniste qui pourchasse ceux qui osent parler de ces héritiers bâclés pour ce qu'ils sont : une bande d'irréductibles esclavagistes qui entendent perpétuer un système de domination de race et de classe en s'appuyant sur quelques politiciens & intellectuels vicieux et corrompus : d'où la plainte pour provocation à la haine raciale contre Elie Domota initiée par le chien de garde de la pwofitasyon ; d'où les rodomontades risibles & les menaces réciproques par l'agitateur de l'Elysée...

De Bruxelles c'est la Commission Européenne qui organise chaque année le transfert [centaines de millions d'euro d'aides agricoles vers les grands propriétaires fonciers, bâclés](#) pour l'essentiel (95% des aides à 3% des 3% des exploitants agricoles) ; c'est Eric de Lucy qui, sir de son impunité, actionne en direct à la tacée lobby et réseaux de la Francafrique, avant de franchir en grand maître les portes de l'Elysée...

Ibuka,

Mercredi 12 aout 2009